

> Comment calculer les effectifs d'une entreprise ? : Salariés bénéficiaires d'un contrat initiative-emploi (CUI-CIE)

Sous-section 2 : Décision d'attribution de l'aide à l'insertion professionnelle.

L. 5134-66

LOI n° 2014-288 du 5 mars 2014 - art. 20 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les aides à l'insertion professionnelle au titre d'un contrat initiative-emploi peuvent être accordées aux employeurs suivants :

- 1° Les employeurs mentionnés à l'article **L. 5422-13** et aux 3° et 4° de l'article **L. 5424-1** ;
- 2° Les groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification mentionnés à l'article **L. 1253-1** ;
- 3° Les employeurs de pêche maritime non couverts par l'article **L. 5422-13**, les 3° et 4° de l'article **L. 5424-1** et l'article **L. 1253-1**.

L. 5134-66-1

LOI n° 2012-1189 du 26 octobre 2012 - art. 7

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La décision d'attribution d'une nouvelle aide à l'insertion professionnelle est subordonnée au bilan préalable des actions d'accompagnement et des actions visant à l'insertion durable des salariés, réalisées dans le cadre d'un contrat aidé antérieur.

L. 5134-67

LOI n° 2012-1189 du 26 octobre 2012 - art. 7

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les particuliers employeurs ne sont pas éligibles aux aides attribuées au titre d'un contrat initiative-emploi.

L. 5134-67-1

LOI n° 2015-994 du 17 août 2015 - art. 43

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La durée de l'aide à l'insertion professionnelle attribuée au titre du contrat initiative-emploi ne peut excéder le terme du contrat de travail.

L'attribution de l'aide peut être prolongée dans la limite d'une durée totale de vingt-quatre mois.

Il peut être dérogé, selon des modalités fixées par voie réglementaire, à la durée maximale pour laquelle est attribuée une aide à l'insertion professionnelle, soit lorsque celle-ci concerne un salarié âgé de cinquante ans et plus rencontrant des difficultés particulières qui font obstacle à son insertion durable dans l'emploi ou une personne reconnue travailleur handicapé, soit pour permettre d'achever une action de formation professionnelle en cours de réalisation et prévue au titre de l'aide attribuée. La durée de cette prolongation ne peut excéder le terme de l'action concernée.

L. 5134-67-2

LOI n° 2012-1189 du 26 octobre 2012 - art. 7

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La prolongation de l'attribution de l'aide à l'insertion professionnelle et, s'il est à durée déterminée, du contrat de travail au titre duquel l'aide est attribuée est subordonnée à l'évaluation des actions réalisées au cours du contrat en vue de favoriser l'insertion durable du salarié.

L. 5134-68

LOI n° 2013-403 du 17 mai 2013 - art. 1 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Il ne peut être attribué d'aide à l'insertion professionnelle dans les cas suivants :

- 1° Lorsque l'établissement a procédé à un licenciement économique dans les six mois précédant la date d'embauche ;
- 2° Lorsque l'embauche vise à procéder au remplacement d'un salarié licencié pour un motif autre que la faute grave ou lourde. S'il apparaît que l'embauche a eu pour conséquence le licenciement d'un autre salarié, la décision d'attribution de l'aide peut être retirée par l'Etat ou par le président du conseil départemental . La